

Rentrée scolaire 2008 : omissions impossibles

Contre-argumentaire relatif à la politique éducative
actuelle

Sylvain Grandserre, maître d'école

sylvain.granserre@wanadoo.fr

"*Populisme scolaire*". La formule cinglante utilisée par deux anciens ministres, Jack Lang et Luc Ferry, pour stigmatiser la politique de Xavier Darcos (*Le Nouvel Observateur* du 13/3/2008) prend tout son sens à cette rentrée des classes. En effet, les récents choix en matière éducative sont une application brutale de la logique sarkozyste – libéralisme politique et autoritarisme moral (*Bloc-notes* de Philippe Meirieu, 13 juin 2007) – politique pourtant malmenée dans l'opinion publique depuis qu'elle a montré ses limites dans d'autres champs d'application (emploi, pouvoir d'achat, salaires, commerce, droits de l'Homme).

Clairement, les mesures phares, qui annoncent déjà quelques regrettables naufrages, prouvent à quel point c'est la bataille de l'opinion qui a été engagée par le ministre de l'Education, passé "maître en déclinologie" (André Ouzoulias, *Café pédagogique*, avril 2008) avec toutefois un succès pour le moins mitigé si l'on en croit le sondage CSA pour le SNUipp (*Le Parisien* du 26/08/2008). Cette enquête démontre, s'il en était besoin, à quel point l'entreprise de déstabilisation et de dénigrement de l'école primaire porte ses fruits puisque l'image de l'école maternelle, tout comme celle de l'école élémentaire, est désormais écornée (78 % de satisfaits pour la première, 65 % pour la seconde, contre respectivement 84 % et 71 % il y a un an, résultats à prendre avec des pincettes puisque les plus satisfaits du fonctionnement de l'école élémentaire sont les électeurs... du Front national !). Pourtant, il ne se trouve que 40 % des sondés pour estimer que le gouvernement va dans le bon sens sur les décisions scolaires et même 51 % de mécontents des choix faits pour lutter contre l'échec scolaire. Il y a des élections municipales qui se perdent pour moins que ça !

Mais le plus important dans les discours ministériels n'est pas ce qui est dit mais bel et bien ce qui est tu. En reprenant les décisions les plus symboliques, voici quelques décryptages incontournables :

- **Nouveaux programmes** : c'est la pierre angulaire de cette politique scolaire d'opinion. Ils n'ont été faits, dans l'urgence et le secret, ni pour les enseignants chargés de les mettre en oeuvre, ni pour les élèves censés les acquérir. Non, ils ont été rédigés pour que les parents (et peut-être même les grands-parents) s'y retrouvent comme si on ne prescrivait à un patient que les médicaments dont il comprend spontanément les phénomènes chimiques d'action ! Prétendant se rapprocher des "fondamentaux" (a-t-on déjà vu des programmes dire le contraire ?) ils ne font que s'éloigner des fondements de notre connaissance en matière d'apprentissage. Plus courts mais plus lourds, faussement simplifiés car plus flous, avec une nouvelle matière et une focalisation sur le français et les mathématiques (2/3 du temps en cycle II !), leur caractère mécaniste provoque un appauvrissement culturel, n'octroyant qu'un simple strapontin pour asseoir la réflexion et la compréhension.

- **Suppression du samedi matin** : annoncée sur TF1 à la rentrée 2007 (27/9/2007), cette mesure ne correspondait à aucune demande des professionnels de terrain. Au contraire, si l'on tient un tant soit peu compte du respect des rythmes biologiques des élèves... Certes, elle permettra à ceux qui en ont les moyens de partir en week-end mais pour beaucoup d'autres ce sera au mieux un temps d'oisiveté, au pire une concession faite au désœuvrement. Encore plus de télé (trois soirées sans école le lendemain), encore plus de jeux électroniques et de SMS, toujours moins de culture et d'ouverture... Posons clairement la question : qui donc avait intérêt à ce que ce temps de classe soit supprimé ?

- **Soutien hebdomadaire** : dans le même temps, et puisqu'il faut bien que les enseignants fassent leur nombre d'heures en classe, il a été décidé que du soutien serait apporté aux élèves en difficulté. Oui, mais quand ? Le matin avant la classe, les bons élèves étant les seuls à avoir droit à un réveil en douceur ? Le midi, pendant que les autres enfants se détendent et joueront sous les fenêtres dans la cour ? Le soir, ce qui sous-entend que les plus faibles scolairement devraient être les plus résistants nerveusement ? Le mercredi matin ? Mais qui peut venir chercher son enfant en fin de matinée un jour de travail ? Et à la campagne, faut-il remettre en route le système de garderie, de car et de cantine pour quelques élèves seulement (et dont la venue sera pour le moins incertaine) ? Et du soutien pour faire quoi ? La même chose ou autre chose ? Avec les mêmes élèves ou en organisant une rotation ? En constituant des groupes homogènes ou hétérogènes ? La précipitation des décisions engendre la cacophonie des réponses.

- **Service minimum d'accueil** : une fois encore, le ministre joue sur du velours. Connaît-on des parents ravis d'apprendre que leur enfant n'a pas classe ? Forcément, un service de garde (et non d'enseignement) garanti ne peut dans un premier temps que les soulager. Mais derrière cette façade démocratique se cache un chantier où, étant donné ce qui nous tombe sur la tête, le port du casque est obligatoire ! En effet, était-ce à l'état d'imposer cela aux communes ? Est-ce aux employés communaux de pallier l'absence des enseignants grévistes dans le public et le privé ? Pire, demain, ce seront les remplacements des absences « imprévues » qui devront être assurés par les mairies ! Au moins, on sait où le ministre pourra trouver une partie des milliers de postes qu'il souhaite encore supprimer (« J'ai proposé au Premier ministre [...] le non

renouvellement de 13 500 départs à la retraite », *Libération* du 8/7/2008). Surtout, ce que veut ce gouvernement entré en pleine politique inégalitaire de rigueur budgétaire, c'est rendre totalement indolores les mouvements sociaux qui en découlent. Prenant son rêve pour la réalité, le président Sarkozy a même déclaré : "Désormais, quand il y a une grève en France personne ne s'en aperçoit" (5/7/2008, Conseil national de l'UMP). Il faudra bien qu'un jour la population s'intéresse davantage aux motifs qu'aux conséquences – même désagréables -de grèves que nous serions ravis de ne plus avoir à faire...

- **Stages de remise à niveau** : que des parents souhaitent envoyer des enfants consentants travailler avec des enseignants volontaires semble une bonne chose. Mais que cache cette suspecte évidence ? Tout d'abord, il est à craindre que ces dispositifs, ajoutés au soutien hebdomadaire, signent la fin du système d'aide et de soutien aux élèves en difficulté. Les élèves en échec seront de moins en moins aidés en classe, moins pris en compte au quotidien, et de plus en plus renvoyés vers cette tentative de rattrapage. C'est aussi une mesure qui vise à diviser sur la question salariale. Finies les négociations collectives, bonjour le chacun pour soi puisqu'il suffira de travailler plus pour gagner plus. Il s'agit donc de stages de remise à niveau... du pouvoir d'achat ! Si ce dispositif permet à certains enseignants très minoritaires de mettre en place un soutien jusque là organisé à la marge, on peut se demander pour d'autres d'où vient une telle énergie pour travailler pendant les vacances ! Des inspecteurs de l'Education nationale n'ont d'ailleurs pas toujours été ravis de certaines candidatures émanant d'enseignants renommés pour un engagement a minima dans leur mission scolaire le restant de l'année... On a vu aussi des écoles de quartiers chics se découvrir soudainement tout plein d'élèves en difficulté pour constituer les fameux groupes. Mince alors !

- **Mise en concurrence, salaire au mérite et évaluations** : c'est la marotte du ministre avec l'apparence du bon sens : les parents ont tout choisi jusque là dans l'histoire de leur enfant (maternité, biberon, pédiatre, marque de lait ou de couches) pourquoi ne choisiraient-ils pas leur école ? Tout d'abord, c'est l'aveu du renoncement de l'Etat à organiser l'égalité sur son territoire. Désormais, il dit ouvertement que certains établissements sont fréquentables mais pas d'autres. Aux parents de trouver lesquels ! Mais les faits prouvent que rapidement c'est l'inverse qui se produit puisque ce sont les écoles qui choisiront leurs élèves ! En effet, les parents pourront certes consulter les résultats obtenus par les écoles aux diverses évaluations. Ils se porteront donc candidats pour y accéder. Mais devant la liste d'attente ce sera finalement aux directeurs de faire leur marché ! Aux écoles réputées, les meilleurs dossiers, à celles délaissées les élèves dont personne ne veut avec les professeurs les moins renommés ! De plus, on entend parfois que les résultats des élèves seraient très exactement le reflet de la compétence de l'enseignant que l'on doit alors rémunérer en conséquent. Mais dans cette implacable logique tous les profs de ZEP seraient donc les moins bons puisque leurs élèves sont sous la moyenne nationale ! Ces enseignants doivent-ils dès lors refuser d'inscrire un enfant de RMIste ou de chômeur sachant que statistiquement leur échec est plus fréquent ? Bienvenu dans l'horreur scolaire où la reproduction sociale n'a pas besoin de Viagra.

- **Formation des enseignants** : en décidant sans concertation de recruter les futurs professeurs à bac + 5 tout en supprimant les IUFM, le ministre prend une mesure historique : avoir les enseignants les plus diplômés mais aussi... les moins formés ! Aurait-on trouvé le seul métier qui ne s'apprend pas ? Par ailleurs, l'éducation serait-elle le seul domaine où les pouvoirs publics agissent clairement en opposition avec les travaux issus de la recherche ? Imagine-t-on le système de santé fonctionner à l'encontre des recommandations des professionnels et des chercheurs ? Autre piège : sans un solide accompagnement financier pour les étudiants les plus modestes, ne va-t-on pas encore accentuer l'écart social entre élèves et professeurs, faille abyssale dans laquelle dégringolent souvent les plus jeunes de ces derniers ?

- **Suppression d'emplois** : 11.200 l'an dernier, 13.500 cette année, l'inflation touche aussi les disparitions de postes dans l'Education Nationale. Ces postes supprimés, qui empêcheront de jeunes diplômés d'entrer dans le monde du travail pour découvrir celui de la précarité, ne sont pas prélevés dans la prétendue graisse du « mammoth » mais dans le muscle et l'os qui lui permettent de tenir debout et d'avancer. Des remplacements ne sont déjà plus assurés, des petits de trois ans ne trouvent pas place à l'école (encore moins à 2 ans), les départs en formation se font au compte-gouttes, les effectifs de plus de 30 élèves sont monnaie courante au lycée et parfois même en maternelle, des RASED, tout comme des équipes de direction dans le secondaire, sont incomplets, mais rien n'arrête la logique comptable à une époque où le pouvoir affirme que « les caisses sont vides » essentiellement parce qu'il ne sait ni les remplir ni colmater ses propres trous (15 milliards du « paquet fiscal ») !

La coupe est pleine, arrêtons-nous là. On ne peut pas être surpris que le ministre de l'Education agisse dans la logique du président choisi par les Français, même si sa récente interrogation dans une tribune du *Monde* à l'allure d'un aveu (« Peut-on être sarkozyste et aimer l'école ? », le 18/7/2008). Mais il est de notre devoir d'éducateurs de faire connaître précisément chaque conséquence de tels choix, conséquences qu'en tant que professionnels qualifiés nous avons la capacité d'anticiper avant qu'elles adviennent. Car face aux difficultés générées par ces décisions la courte réponse du ministre (*Café pédagogique* du 29/8/2008) en dit plus long que bien des discours : « Débrouillez-vous ! ». On l'avait compris.